

Les femmes travailleuses de l'économie informelle se mobilisent pour la garde d'enfants

par Rachel Moussié

Les récentes recherches de WIEGO et des organisations de bases (OB) au Brésil, au Ghana, en Inde, en Afrique du Sud et en Thaïlande montrent que les femmes travailleuses de l'économie informelle demandent des services de garde d'enfants de qualité afin qu'elles puissent travailler et gagner suffisamment d'argent pour soutenir leur foyer (Alfers 2016). Sans endroit sûr pour déposer leurs enfants pendant la journée, les vendeuses de rue peuvent devoir prendre leurs enfants avec elles pendant qu'elles écoulent leurs marchandises sur des bords de routes et des marchés bondés ; et les travailleuses à domicile éprouvent des difficultés à s'occuper à la fois de leurs enfants et à travailler en même temps. Les travailleuses domestiques migrantes peuvent laisser leurs enfants avec des membres de leur famille étendue pendant qu'elles travaillent dans une autre ville ou un autre pays. Pour les récupératrices de matériaux, les décharges ne sont pas sûres pour leurs enfants et elles peuvent devoir les laisser à la maison même sans surveillance. Certaines peuvent ne pas aller travailler du tout ; comme le disait une récupératrice des matériaux du Brésil : « Sans garde de jour, je ne peux pas travailler. Quand il n'y a pas de garde de jour, je ne travaille pas » (Alfers 2016). La plupart des travailleuses domestiques et beaucoup d'assistantes maternelles sont elles-mêmes des femmes travailleuses de l'informel dépourvues des rémunérations, de la protection sociale et des conditions de travail nécessaires pour s'occuper de leurs propres enfants.

Les allocations de maternité et les services de garde d'enfants représentent une part importante des systèmes de protection sociale. Ils permettent aux travailleuses de percevoir un revenu quand leurs enfants sont jeunes, et de leur donner du temps pour s'occuper d'eux à la maison. Cela est particulièrement important pour les femmes puisqu'elles supportent une plus grande charge que les hommes sur les tâches domestiques et les soins à donner aux enfants. En ce qui concerne les nourrissons et les jeunes enfants, leur croissance et leur développement peuvent être favorisés par davantage de temps passé avec leurs parents, et des services de garderie de qualité. Dans leurs organisations, les femmes travailleuses de l'informel commencent déjà à se mobiliser de différentes manières pour des services de garde d'enfants. Ce dossier fournit aux organisations de base des exemples



ACCRA, au GHANA : les porteuses de l'informel Aisha Adam (à gauche) et Hawa Latif (à droite) transportent des marchandises sur leur tête dans le marché de Kantamanto.
Photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage.



BELO HORIZONTE, au BRÉSIL : Dona Geralda, l'une des fondatrices d'Asmare, a élevé 11 enfants pendant une période à Asmare où les crèches n'étaient pas disponibles. Elle a beaucoup soutenu les luttes pour la garde des enfants. Photo : S. Dias

du Brésil, du Ghana et de l'Inde sur la façon dont les femmes travailleuses de l'informel se mobilisent pour la garde d'enfants. Il donne des idées sur ce qui peut être fait pour modifier les perceptions des gouvernements locaux et nationaux, pour qui la garde d'enfants n'est pas une question importante.

Les allocations de maternité et la garde d'enfants pour les femmes travailleuses de l'économie informelle méritent à la fois l'attention de leurs propres mouvements et organisations, ainsi que celle des autorités locales et nationales.

Brésil : la Coopérative des récupérateurs et récupératrices des matériaux « Asmare » revendique une garde d'enfants

La Coopérative des récupérateurs et récupératrices des matériaux « Asmare » (Associação dos Catadores de Papel, Papelão e Material Reaproveitável) a été fondée à Belo Horizonte en 1990. Elle est gérée par d'anciens récupérateurs des matériaux de la rue qui collectent à présent les matières des écoles, des entreprises et des résidences. Tous les mois, la coopérative recycle 500 tonnes de matériaux, dont du papier, du carton, des plastiques et des métaux, qu'elle revend à des industries privées. En 2002, Asmare a mis en place un réseau avec sept autres coopératives de récupérateurs des matériaux pour augmenter leur pouvoir de négociation et leur influence vis-à-vis du gouvernement. La demande pour

des services de garderie est apparue lors de discussions participatives avec les assemblées locales parce que les femmes emmenaient leurs enfants au travail avec elles dans les coopératives. Le gouvernement et les récupérateurs souhaitaient aussi mettre fin au travail des enfants dans les coopératives de récupération des matériaux. La municipalité les a encouragé à discuter de leurs besoins, dont la garde d'enfants, lorsque la ville a conduit son processus de budgets participatifs (Ogando et Brito 2016).

Asmare a reçu de l'aide de la part de deux ONG : Pastoral de Rua et Caritas qui, avec le Département d'assainissement de la ville, ont installé un espace à l'intérieur du centre de recyclage où il était possible de déposer ses enfants. Avec le soutien de l'administration locale, les donations de la Fondation Danielle Mitterrand et de Mendes Junior, une entreprise locale, la coopérative a construit un centre de garderie juste à côté (Ogando et Brito 2016). À cette période, les municipalités ont reçu plus de responsabilités quant aux services de développement de la petite enfance. C'est ainsi qu'en 2004, les autorités locales ont intégré le centre de garderie communautaire des récupérateurs et récupératrices des matériaux dans le service public de garde d'enfants – UMEI (Unidades Municipais de Educação Infantil) – et il est à présent connu sous le nom d'UMEI Carlos Prates.

Le centre UMEI Carlos Prates fournit essentiellement une garde d'enfants pour les récupératrices des matériaux de l'informel – 70 % des places du centre sont réservées pour leurs enfants. C'est le seul centre de garderie de la ville qui soit ouvert de 7:00 du matin à 22:00 le soir, puisque



BELO HORIZONTE, au BRÉSIL : Dona Maria Bras de la coopérative Asmare. Photo : S. Dias

les récupératrices collectent les matériaux recyclables des bureaux lorsque les entreprises sont fermées, soit tôt le matin ou dans la soirée. Il y a 27 employé(e)s formé(e)s qui travaillent en quatre roulements pour garantir que les 80 enfants du centre sont bien soignés. Cet exemple révèle comment une administration locale intéressée et engagée, ainsi qu'un groupe de travailleurs et travailleuses de l'informel et des organisations de soutien peuvent travailler ensemble, afin d'établir des services qui répondent aux besoins spécifiques des travailleurs et des travailleuses de l'informel.

Ghana : le centre de garde d'enfants du Marché de Makola

Dans le centre-ville encombré d'Accra, les femmes commerçantes du nouveau Marché de Makola emmènent leurs enfants au centre de garde du marché. L'Assemblée métropolitaine d'Accra (AMA) a fait de l'espace pour ce centre en 1987 quand le nouveau marché était en construction. Auparavant, les commerçantes du marché emmenaient leurs jeunes enfants avec elles, mais ne pouvaient pas s'en occuper pendant le travail. On voyait les enfants vagabonder autour du marché et les mères étaient inquiètes pour leur bien-être.

Au début, le centre était géré par le bureau de l'ancienne première dame du Ghana, Nana Konadu Agyeman Rawlings, comme un service public. Cependant, avec le changement de gouvernement en 2000, la garderie a été confiée à l'AMA. Pendant ce temps, la qualité du service de garde d'enfants s'était détériorée à cause d'une mauvaise gestion. C'est alors que l'Association des commerçants du

Ghana (GATA) a décidé de prendre en charge la gestion du centre. Ce centre de garderie est pratique pour les commerçantes, car elles savent que leurs enfants sont proches et dans un environnement sûr pendant qu'elles travaillent. Les mères peuvent s'arrêter à la garderie pendant la journée pour allaiter. Les femmes porteuses (kayayei) peuvent également déposer leurs enfants au centre même si elles ne travaillent pas au marché.

Aujourd'hui, le centre accueille 140 enfants âgés de un à cinq ans, et emploie 10 enseignant(e)s formé(e)s. Le centre ouvre officiellement à 8:00 du matin et ferme à 13:00 l'après-midi, mais à partir de 6:00 du matin beaucoup de vendeuses du marché commencent à arriver et à laisser leurs enfants avec les enseignant(e)s. Le centre peut rester ouvert jusqu'à 18:00 le soir pour s'adapter aux horaires de travail des commerçantes du marché. Les enfants bénéficient du programme pédagogique approuvé par le gouvernement à la fois en akan et en anglais, et ils reçoivent un repas équilibré à l'heure du déjeuner.

Les coûts du centre sont en partie couverts par les honoraires mensuels versés par les parents et par une redevance quotidienne pour les repas. Le centre permet aux travailleuses à faibles revenus de payer en plusieurs versements. Quelques-unes des kayayei ne peuvent pas se permettre de payer la totalité des frais mensuels et elles donnent seulement ce qu'elles peuvent tandis que la partie restante est couverte par le GATA. Les commerçants du marché soutiennent aussi le centre en apportant des légumes et des fruits frais de leurs étals si disponibles. Le centre est dirigé par une association de parents - enseignants qui intègre aussi les représentants exécutifs du marché. Il est couramment inspecté par les départements



ACCRA, au GHANA : Monica Agyei, travailleuse de l'informel, vend des produits alimentaires au marché de Makola. Monica est l'une des plus de 2000 membres du Syndicat des commerçants du Marché de Makola, une filiale du Congrès syndical du commerce du Ghana.
Photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage.

de santé et d'éducation de l'AMA. Il existe de nouveaux plans d'urbanisme en cours afin de moderniser le marché, et les commerçantes préconisent que de l'espace soit consacré pour un centre de garderie rénové.

Inde : la coopérative de garde d'enfants de SEWA

L'Association des Femmes Indépendantes (SEWA), fondée en 1972 à Ahmedabad, dans le Gujarat, est un syndicat représentant 1,8 million de femmes travailleuses de l'économie informelle de 13 états en Inde. Les membres de SEWA comprennent entre autres des agricultrices, des bâtisseuses, des travailleuses domestiques, des travailleuses à domicile, des vendeuses de rue et de marché, et des récupératrices de matériaux. En 1986, en réponse aux demandes de leurs adhérentes, SEWA a mis en place des centres de garde d'enfants à Ahmedabad sous une forme de coopérative appelée « la Coopérative des travailleuses de soins à l'enfance Sangini ». Aujourd'hui SEWA gère 33 centres dans l'état du Gujarat, 13 garderies à Ahmedabad, et 20 centres dans les aires rurales.

Les centres fournissent un service de garderie toute la journée de 9:00 du matin à 17:00 l'après-midi afin de convenir aux horaires de travail des femmes. Grâce au service de garde assuré pendant toute la journée, la plupart des mères travailleuses (64 %) qui utilisent les centres SEWA assurent qu'elles peuvent augmenter leur nombre de jours de travail. Le chiffre correspondant pour les femmes travailleuses utilisant les centres du Programme de développement intégré de l'enfant (ICDS)

est bien moindre (12,5 %) car beaucoup de ces centres sont seulement ouverts deux à quatre heures dans la journée (ASK 2011). Les femmes qui utilisent les centres de SEWA déclarent une augmentation de leurs revenus allant de 500 à 1000 INR (8 à 16 USD) par mois, et pour certaines jusqu'à 2000 INR (32 USD) par mois.

La Coopérative des travailleuses de soins à l'enfance Sangini délivre une approche intégrée de la garde d'enfants en assurant leur éducation, leurs besoins nutritionnels et leurs besoins de santé. Les centres accueillent les enfants de la naissance jusqu'à cinq ans, et chaque centre peut s'occuper d'un maximum de 30 enfants. Il y a 2 puéricultrices (ou assistantes maternelles) dans chaque centre ; elles sont elles-mêmes des membres de SEWA et sont choisies parmi la communauté. Les adhérentes de la coopérative sont les travailleuses de soins et les mères qui envoient leurs enfants dans les centres. Un conseil d'administration constitué de travailleuses de soins aux enfants et de parents est élu par les membres tous les trois à cinq ans. Le contrôle démocratique des coopératives par leurs membres est une composante essentielle pour garantir la qualité (OIT 2016).

Les parents déboursent 150 INR (2,2 USD) par mois pour le service de garde d'enfants, bien que cela ne couvre que 10 à 15 % des coûts de fonctionnement de la garderie. Le solde restant est couvert par un financement du gouvernement, par les entreprises de SEWA et des donations privées. Le financement public pour les soins à l'enfance a diminué à cause de coupes budgétaires, et la Coopérative perçoit elle aussi moins d'argent de la part



AHMEDABAD, en INDE : Jyotsna Mahendra, une enseignante de BALSEWA, une structure gérée par l'Association des Femmes Indépendantes (SEWA), un syndicat pour les femmes indépendantes du secteur informel. Photo : Paula Bronstein/Getty Images Reportage.

du gouvernement. Les coopératives de garde d'enfants de SEWA sont de taille restreinte et ne peuvent être utilisées que par les membres de SEWA. Elles ne veulent pas concurrencer le ICDS public offert par le gouvernement. Au lieu de cela, elles peuvent compléter les services publics de soins à l'enfance existants, et représentent un exemple sur la manière dont les travailleuses peuvent s'organiser et gérer leurs propres centres de garderie si elles sont soutenues de façon adéquate par des fonds publics. SEWA agit comme un agent de suivi communautaire pour les centres de l'ICDS ; elle collabore activement avec l'ICDS et ses employés pour améliorer leur offre de service, tout en formant les membres de SEWA sur les services disponibles dans le cadre de l'ICDS et en encourageant leur utilisation (Alfers et Arora 2016). L'expérience de SEWA dans l'organisation des femmes travailleuses de l'économie informelle et dans la gestion des coopératives de garde d'enfants signifie aussi qu'elle est bien positionnée pour mobiliser autour de l'amélioration des services publics de soins à l'enfance.

Inde : coalition nationale pour les soins à l'enfance – FORCES

Forum pour les services de crèche et de soins à l'enfance (FORCES, acronyme en anglais) est un réseau national d'organisations de droits des femmes, de droits des enfants, et de droits des travailleurs en Inde, engagé pour l'amélioration des services de garde d'enfants de la période de conception jusqu'à l'âge de six ans (Ray et Raman 2016). Le réseau argue que les droits des enfants à l'accès aux soins ne peuvent pas être dissociés des droits

des femmes travailleuses à la sécurité sociale et à des conditions de travail décentes. FORCES a commencé avec 17 membres en 1989, et en 2015, il compte plus de 450 organisations membres à travers 10 états en Inde.

En 1975, l'Inde a lancé et piloté les Services de développement intégré de l'enfant afin de fournir des prestations de soins, de nutrition et de santé aux enfants, de la naissance jusqu'à l'âge de six ans, et aux mères allaitantes. Aujourd'hui, il y a plus de 1,4 million de centres de l'ICDS à travers l'Inde, utilisés par 83 millions d'enfants. Cela représente l'un des plus grands programmes publics de soins à l'enfance dans le monde. Cependant, il y a beaucoup de préoccupations à propos de la qualité et de la portée de ces services.

FORCES a influencé avec succès les politiques de soins à l'enfance en Inde en utilisant plusieurs stratégies différentes. Premièrement, FORCES promeut le droit juridique autour de la maternité et des soins à l'enfance lorsque ce dernier existe déjà, et il préconise de nouvelles dispositions légales. FORCES a encouragé le gouvernement à inclure les services de soins à l'enfance dans la Loi nationale de garantie d'emploi rural, afin que les femmes travailleuses de l'informel puissent bénéficier des programmes de travaux publics. Deuxièmement, comme les prestations de maternité et de garde d'enfants se superposent avec de nombreuses initiatives gouvernementales dans la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire, la protection sociale et l'emploi, FORCES construit des alliances avec d'autres groupes et coalitions de la société civile comme le Jan Swasthya Abhiyan (coalition du droit à la santé), le Réseau du droit



AHMEDABAD, en INDE : Un groupe de femmes écoute lors d'une réunion nutritionnelle sur les aliments sains au centre BALSEWA, qui sert de centre de jour et de réunion. Photo : Paula Bronstein/Getty Images Reportage.

à l'alimentation, et la Coalition du droit à l'éducation. Cela rehausse l'importance des prestations de maternité et de garde d'enfants parmi d'autres organisations de la société civile, et peut induire des changements de politiques. Par exemple, la loi de 2013 sur le droit à l'alimentation exige que les nécessités alimentaires et nutritionnelles des enfants en dessous de six ans et des mères enceintes ou allaitantes soient comblées à travers les centres de l'ICDS.

Enfin, les membres de FORCES font campagne pour les soins à l'enfance que ce soit au niveau de l'état ou au niveau national. À Delhi, FORCES a reçu 15 000 signatures et a poussé les médias à porter les soins à l'enfance dans la course aux élections de l'état en 2015. En réponse, le parti politique entrant s'est engagé à construire 300 crèches publiques. Au niveau national, FORCES souhaite faire campagne avec d'autres alliés, comme les travailleurs des services à l'enfance du secteur public, contre la décision du gouvernement de couper le budget de l'ICDS et de promouvoir la privatisation de ses centres en les transférant à des sociétés privées et des ONG (Ghosh 2013, Gouvernement Indien 2015).

Conclusion

Ces exemples révèlent qu'il y a beaucoup d'actions différentes que les travailleurs et les travailleuses de l'économie informelle et leurs organisations peuvent prendre afin de répondre à leurs besoins de garde d'enfants. La mise à disposition de garde d'enfants au travers de coopératives et d'associations de marchés,

comme dans les exemples de l'Inde et du Ghana, peut être une façon de combler ces besoins quand les services publics sont soit inadéquats soit indisponibles. Cependant, chacun de ces exemples met aussi en lumière le rôle que les administrations locales et nationales doivent jouer pour soutenir et promouvoir la mise à disposition de services de soins à l'enfance publics et de qualité. Les systèmes de protection sociale visant sécuriser les revenus pour tous les travailleurs devraient inclure des services de garde d'enfants adaptés aux besoins des femmes travailleuses de l'informel – leurs revenus sont si faibles qu'elles doivent travailler pour approvisionner leur foyer. Dans chaque exemple, la force des travailleurs et travailleuses dans leur revendication pour un meilleur soutien public en faveur de services de garde d'enfants de la part du gouvernement provient de leurs propres organisations, et de partenariats avec d'autres groupes de la société civile, au sein de coalitions. Aborder la mise à disposition de la garde d'enfants publique comme une partie d'un agenda plus large pour les travailleurs peut bâtir la confiance dans le mouvement et préserver leur engagement dans leurs organisations. Une garde d'enfants de qualité aide les femmes travailleuses à gagner un revenu tout en redistribuant leur travail de soins non rémunéré. Elle promet également de meilleurs jours pour leurs enfants puisque les plus jeunes peuvent se rendre dans les centres de garderie, laissant du temps pour que leurs frères et sœurs plus âgés, en particulier les filles, puissent aller à l'école.



ACCRA, au GHANA: Hakia Latif, porteuse dans l'emploi informel, porte des marchandises sur la tête et son enfant sur le dos dans le marché de Kantamanto. Photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage

Bibliographie

Alfers, Laura. 2016. « Nos enfants ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent : synthèse des résultats de recherche sur les femmes travailleuses dans l'économie informelle et la garde d'enfants, issus de six organisations de base de travailleurs pauvres ». *Initiative garde d'enfants de WIEGO*. Durban : WIEGO.

Alfers, Laura et Kabir Arora. 2016. « Case Study: Child care Centres for the Children of Informal Economy Workers in Ahmedabad, India. » Ahmedabad : WIEGO.

Association pour stimuler le savoir & le savoir-faire (ASK). 2011. « SEWA Childcare: Impact Assessment Report for Year -2011. » New Delhi : ASK.

FORCES-CWDS, SEWA et WIEGO. 2016. « Workshop on Campaign for Child Care for Informal Workers: Workshop Summary Report - 29-30 June 2016. » New Delhi : FORCES.

Ghosh, J. 2013. « Privatising the ICDS? » Frontline. Disponible sur : http://www.frontline.in/columns/Jayati_Ghosh/privatising-the-icds/article4710997.ece (consulté le 11 octobre 2016).

Gouvernement indien. 2015. « Ministry of Women and Child Development and Vedanta sign MoU to build 4000 'next generation' Anganwadis. » Ministère des femmes et du développement de l'enfant, Delhi. 21 septembre 2015. Disponible sur <http://pib.nic.in/newsite/PrintRelease.aspx?relid=127054> (consulté le 12 octobre 2016).

OIT. 2016. *Global Mapping of the Provision of Care through Cooperatives*. Genève : OIT.

Ogando, Ana Carolina et Marina Brito. 2016. « Latin America Scoping Policy Exercise: Considerations on Child Care Services in Brazil and Peru. » Belo Horizonte : WIEGO.

Ray, Savitri et Vasanthi Raman. 2016. « FORCES: Twenty-Five Years of Advocacy in Action. » New Delhi : WIEGO.

À propos de WIEGO. Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation, mieux connu sous l'acronyme anglais WIEGO, est un réseau mondial, à vocation action-recherche-politique, qui se mobilise pour améliorer le statut des travailleurs pauvres de l'économie informelle, en particulier celui des femmes. WIEGO bâtit des alliances et regroupe ses membres à partir de trois corporations : les organisations de base de travailleurs et travailleuses de l'économie informelle, les chercheurs et statisticiens travaillant sur l'économie informelle, et les professionnels des agences de développements impliqués dans l'économie informelle. WIEGO poursuit ses objectifs en aidant à construire et à renforcer les réseaux d'organisations de travailleurs et travailleuses de l'informel ; en entreprenant des analyses politiques, des recherches statistiques et des analyses de données sur l'économie informelle ; en conseillant et en organisant la concertation sur des politiques de l'économie informelle ; en documentant et en diffusant les bonnes pratiques de soutien à la main d'œuvre de l'économie informelle. Pour plus d'informations, visitez : www.wiego.org

